

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AYS D'AVES
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque. Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs Chaque annonce répétée Moins prix (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). Copie
	Six mois	Un an	Six mois	Un	
	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f.				
	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. 20.000f 40.000f				
	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				
	Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f				
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro				
	Journal légalisé 900 f Par la poste -				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOI

2011	
9 décembre ...	Loi n° 2011-18 portant loi de règlement pour la gestion 2006 457

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2012	
6 février	Décret n° 2012-263 accordant la reconnaissance d'utilité publique à la « Fondation Total Sénégal », 482

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	486
----------------	-----

LOI

LOI n° 2011-18 du 9 décembre 2011

portant loi de règlement pour la gestion 2006

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 27 octobre 2011;

Le Sénat a adopté, en sa séance du mardi 29 novembre 2011 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

I. - CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2006.

Article premier. - Résultats Généraux de l'exécution des lois de finances de l'année 2006.

Les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances de l'année 2006 sont arrêtés en recettes à 1.235.950.277.854 francs CFA et en dépenses à 1.398.762.405.602 francs CFA comme détaillés dans le tableau suivant :

PARTIE OFFICIELLE

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes	1.035.665.121.783			
Recettes fiscales	917 753 307 934	Titre 1. Dette publique	154 154 448 558	
Recettes non fiscales	37 020 543 158	Titre 2. Personnel	285 465 956 975	
Recettes exceptionnelles	74 796 490 429	Titre 3. Fonctionnement	192 784 699 653	
Remboursements prêts rétrocédés	6 094 780 262	Titre 4. Autres transferts courants	264 489 682 016	
Dons intérieurs	0	Titre 5. Investissements exécutés par l'Etat	118 352 892 896	
Emprunts intérieurs	0	Titre 6. Transfert en capital	241 171 194 499	
Total recettes hors dons	1 035 665 121 783	Dépenses à ventiler fonctionnement	4 392 478 173	
Total recettes hors dons et emprunts	1 035 665 121 783	Dépenses à ventiler investissement	5 084 571 066	
Total recettes brutes	1 035 665 121 783	Investissement non assigné au Trésor	110 572 566 049	
A2 Recettes externes	141 743 735 373			
Dons programme	31 171 169 324			
Dons projets et legs	41 668 342 015			
Tirages sur emprunts projets	68 904 224 034			
Emprunts programme	0			
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL (A)	1 117 408 857 156	Total dépenses	1 349 468 489 885	-172 059 632 729
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	58 541 420 698	DEPENSES	49 293 915 717	9 247 504 981
TOTAL GENERAL RECETTES	1 235 950 277 854		1 398 762 405 602	-162 812 127 748

1.1. Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général.

Art. 2 - Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général, au titre de la gestion 2006, est arrêté à 1 177 408 857 156 francs CFA conformément au développement donné dans le tableau suivant.

Elles prennent en compte les ressources extérieures pour lesquelles le Trésor n'est pas comptable assignataire et s'élèvent à 110 572 566 049 francs CFA.

Montants définitifs des encaissements de recettes

RECETTE ENCAISSEES (francs CFA)	
A BUDGET GENERAL	
A 1 Recettes internes	1 035 665 121 783
Recettes fiscales	917 753 307 934
Recettes non fiscales	37 020 543 158
Recettes exceptionnelles	74 796 490 429
Remboursements prêts rétrocédés	6 094 780 262
Dons intérieurs	0
Emprunts intérieurs	0
Total recettes hors dons	1 035 665 121 783
Total recettes hors dons et emprunts	1 035 665 121 783
Total recettes brutes	1 035 665 121 783
A2 Recettes externes	141 743 735 373
Dons programme	31 171 169 324
Dons projets et legs	41 668 342 015
Tirages sur emprunts projets	68 904 224 034
Emprunts programme	0
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL	1 177 408 857 156

I.2. - Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général.

Art. 3. - Le montant définitif des dépenses ordonnancées du budget général pour la gestion 2006 est arrêté à la somme de 1 349 468 489 885 francs CFA ainsi répartie dans le tableau ci-après.

Montants définitifs des dépenses ordonnancées

DEPENSES ORDONNANCEES	
TITRES	MONTANT
Titre 1. Dette publique	154 154 448 558
Titre 2. Personnel	285 465 956 975
Titre 3. Fonctionnement	197 177 177 826
Titre 4. Autres transferts courants	264 489 682 016
Titre 5. Investissement exécutés par l'Etat	234 010 030 011
Titre 6. Transfert en capital	214 171 194 499
Total dépense budget général	1 349 468 489 885

I.3. - Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

Art. 4. - Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 58 541 420 698 francs CFA.

Recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2006.

Type de compte	Recettes encaissées
Comptes d'affectation spéciale	47 974 059 877
Comptes de commerce	9 984 400
Comptes de prêts	3 869 635 092
Comptes d'avances	6 687 741 329
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général.....	58 541 420 698

I.4. - Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor, au titre de la gestion 2006 est arrêté à 49 293 915 717 francs CFA.

Dépenses des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2006.

En francs CFA

Type de compte	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	38 402 453 734
Comptes de commerce	16 749 300
Comptes de prêts	3 781 473 381
Comptes d'avances	7 093 239 302
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général.....	49 293 915 717

II. - APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET GENERAL.

II.1. - Annulation de crédits

Art. 6. - Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2007 d'un montant total de 291 329 698 997 francs CFA sont annulés au titre de la gestion 2006 conformément au détail ci-après :

TITRES	MONTANT (en francs CFA)
Titre 2. Personnel	16 060 963 583
Titre 3. Fonctionnement.	15 659 515 379
Titre 4. Transferts courants.....	2 718 490 325
Titre 5. Dépenses en capital	255 525 930 672
Titre 6. Transfert en capital	50 514 616 968
Total (1).....	340 479 516 927
Report BCI sur la gestion 2007 (2).....	49 149 817 930
Titre 5.....	16 647 139 950
Titre 6.....	32 502 677 980
Crédits à annuler (3) = (1) - (2).....	291 329 698 997

II.2. - Ouverture de crédits complémentaires

Art. 7. - Il est ouvert, au titre de la gestion 2006, des crédits complémentaires d'un montant total de 200 120 822 326 francs CFA ainsi répartis :

TITRES	Ouverture de crédits complémentaires (en francs CFA)
Titre 1. Dette publique	56 654 448 558
Titre 2. Personnel	35 226 920 558
Titre 3. Fonctionnement	10 246 168 755
Titre 4. Transfert courant	86 102 696 791
Titre 5. Dépenses en capital	11 249 587 664
Titre 6. Transfert en capital	641 000 000
Total	200 120 822 326

**III. - APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS
ET REALISATIONS DES CST**

Art. 8. - Les crédits non consommés d'un montant de 6 326 777 319 francs CFA sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément au tableau ci-après

Il est ouvert, au titre de la gestion 2006, des crédits complémentaires d'un montant de 8 415 693 036 francs CFA pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Type de compte	Prévisions	Réalisations	Crédits à annuler	Ouverture de crédits complémentaires
Comptes d'affectation spéciale	35 380 000 000	38 402 453 734		3 022 453 734
Comptes de commerce	175 000 000	16 749 300	158 250 700	
Comptes d'opérations monétaires	800 000 000		800 000 000	
Comptes de prêts	5 650 000 000	3 781 473 381	1 868 526 619	
Comptes d'avances	1 700 000 000	7 093 239 302		5 393 239 302
Comptes de garantie et d'aval	3 500 000 000	0	3 500 000 000	
Total général	47 205 000 000	49 293 915 717	6 326 777 319	8 415 693 036

IV - ETABLISSEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT DE LA GESTION 2006

Art. 9. - Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2006 se présente conformément au tableau qui suit :

Budget Général	
Recettes	1 177 408 857 156
Dépenses	1 349 468 489 885
Excédents des dépenses sur les recettes	172 059 632 729
Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	0
Pertes	292 901 083
Perte nette	292 901 083
Pertes et Profits sur opérations de trésorerie	
Crédits	0
Débits	704 237 805
Perte nette	704 237 805

IV. 1. Résultat du Budget général de 2006

Art 10. - Le résultat du Budget général de l'année 2006 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 1 177 408 857 156 francs CFA ;
- dépenses : 1 349 468 489 885 francs CFA ;
- excédent des dépenses sur les recettes : 172 059 632 729 francs CFA

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en annexes 1 et 2 à la présente loi.

IV. 2. Résultat des Comptes spéciaux du Trésor

Art. 11. - Le résultat des Comptes spéciaux du Trésor de l'année 2006 est définitivement arrêté comme suit :

- profits : 0 franc CFA ;
- pertes : 292 901 083 francs CFA ;
- perte nette : 292 901 083 francs CFA.

L'origine des pertes sur les comptes spéciaux du Trésor est donnée aux tableaux en annexes à la présente loi.

IV. 3. Pertes et Profits sur opérations de Trésorerie

Art. 12. - La perte nette résultat de la gestion des opérations de trésorerie est arrêté, au 31 décembre 2006, à la somme de 704 237 805 francs CFA détaillée dans le tableau ci-après :

COMPTES D'ORIGINE DES OPÉRATIONS	DÉBIT	CRÉDIT	PERTES	PROFITS
Intérêts sur dépôts particuliers	628 699 305	-	628 699 305	
Remises aux débiteurs de timbres	9 945 657	-	9 945 657	
Remboursements retenues à la source à régulariser	5 676 657	-	5 676 657	
Frais de poursuite	59 916 186	-	59 916 186	
TOTAL	704 237 805		704 237 805	
Perte nette			704 237 805	

**V. - TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2006
AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR.**

Art. 13. - Le solde débiteur du budget général d'un montant de 172 059 632 729 francs CFA est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

Les soldes débiteurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2007, d'un montant de 292 901 083 francs CFA sont transférés en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

La perte nette d'un montant de 704 237 805 francs CFA, résultant de la gestion des opérations de trésorerie, est transférée en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 9 décembre 2011

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

ANNEXE I

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2006

RUBRI- QUES	NATURE DE LA RECETTE	LOI DE FINANCES INITIALE	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOUVRE- MENTS
071	RECETTES FISCALES				
711	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	96 400 000 000		96 400 000 000	109 333 074 948
711 01	Impôts sur les sociétés	75 700 000 000	0	75 700 000 000	74 649 076 419
711 01 01	Impôts sur les sociétés	75 700 000 000	0	75 700 000 000	74 649 076 419
711 01 02	Impôts minimum forfaitaire	0	0	0	0
711-02	Impôt sur le revenu	19 000 000 000	0	19 000 000 000	33 263 208 300
711 02 01	Impôts sur le revenu de pers. physiques		0	0	7 014 421 155
711 02 02	Impôts sur le revenu des capitaux	19 000 000 000	0	19 000 000 000	20 497 329 881
711 02 99	Autres impôts sur le revenu		0	0	5 751 457 216
711 03	Impôts sur plus value de cession	1 700 000 000	0	1 700 000 000	1 430 790 229
711 03 01	Taxe sur plus value de cession immobilière	1 700 000 000	0	1 700 000 000	1 430 790 229
712	Impôt sur les salaires et autres rémunérations	110 600 000 000	0	110 600 000 000	105 995 954 094
712 01	Impôts sur le revenu, traitements, salaires et pensions	101 100 000 000	0	101 100 000 000	96 615 853 499
712 02	Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	9 500 000 000	0	9 500 000 000	9 372 424 984
712 08	Amendes et maj. retenues à la source	0	0	0	7 655 611
	TOTAL IMPÔTS sur revenu et sur salaires (711 02+712)	129 600 000 000	0	129 600 000 000	139 259 142 394
713	Impôts sur le patrimoine	14 000 000 000	0	14 000 000 000	13 893 733 833
713 01	Droits de mutations	11 500 000 000	0	11 500 000 000	9 986 506 190
713 02	Droits d'hypothèque et conservation foncière	2 000 000 000	0	2 000 000 000	1 769 282 781
713 03	Droit de bail	500 000 000	0	500 000 000	2 137 944 862
714	Autres Impôts directs	2 000 000 000	0	2 000 000 000	700 513 715
714 01	Contribution globale unique	2 000 000 000	0	2 000 000 000	602 571 859
714 99	Autres Impôts directs	0	0	0	98 141 846
	TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	223 000 000 000	0	223 000 000 000	229 923 256 590
715	Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	510 600 000 000	4 200 000 000	514 800 000 000	505 382 766 688
715 01	Taxe sur la consommation intérieure	84 600 000 000	0	84 600 000 000	79 450 624 183
715 01 01	Taxes sur les tabacs	9 000 000 000	0	9 000 000 000	9 091 939 690
715 01 02	Taxe sur les corps gras	1 400 000 000	0	1 400 000 000	1 362 859 664
715 01 03	Taxes sur les boissons gazeuses	6 000 000 000	0	6 000 000 000	4 403 962 160
715 01 04	Taxes sur les noix de colas	800 000 000	0	800 000 000	217 826 334
715 01 05	Taxe sur le thé	700 000 000	0	700 000 000	140 988 653
715 01 06	Taxe sur la café	600 000 000	0	600 000 000	204 131 308
715 01 07	Taxes sur les produits pétroliers	66 100 000 000	0	66 100 000 000	63 550 744 732
715 01 08	Taxe sur le ciment	0	0	0	280 418 082
715 01 09	Taxe sur les jeux	0	0	0	197 753 560
715 02	Taxe sur la valeur ajoutée	388 200 000 000	0	388 200 000 000	388 564 767 543
715 02 01	Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	176 800 000 000		176 800 000 000	168 497 448 054
715 02 02	TVA à l'importation	211 400 000 000		211 400 000 000	220 067 319 489
715 03	Taxe d'égalisation	10 500 000 000	0	10 500 000 000	995 403 543
715 04	Taxe sur les opérations bancaires	18 500 000 000	0	18 500 000 000	19 556 355 077
	Total (TVA, TE et TOB)	417 200 000 000	0	417 200 000 000	418 075 158 054

ANNEXE I

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2006

RUBRI- QUES	NATURE DE LA RECETTE	LOI DE FINANCES INITIALE	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOUVRE- MENTS
715 05	Taxes sur les conventions d'assurances	4 500 000 000	0	4 500 000 000	3 823 910 075
715 06	Taxes sur les véhicules	4 300 000 000	0	4 300 000 000	4 033 074 376
716	Droits de timbre et d'enregistrement	21 800 000 000	0	21 800 000 000	22 878 456 827
716 01	Droits de timbre	12 800 000 000	0	12 800 000 000	11 030 686 974
716 02	Droit enregistrement autre que sur le patrimoine	9 000 000 000	0	9 000 000 000	11 847 769 853
717	Droits et taxes à l'importation	120 000 000 000	10 126 000 000	130 726 000 000	155 537 336 038
717 01	Droits de douane	105 800 000 000	0	105 800 000 000	131 674 315 557
717 02	Redevances statistiques	11 100 000 000	0	11 100 000 000	15 443 785 033
717 03	Taxe parafiscale sur les tissus	200 000 000	0	200 000 000	160 612 119
717 04	Intérêts de retard	300 000 000	0	300 000 000	181 133 274
717 05	Produits industriels non agréés (UEMOA)	200 000 000	0	200 000 000	90 211 008
717 06	Taxe conjoncturelle importation sur le sucre	3 000 000 000	0	3 000 000 000	1 786 113 533
717 99	Autres droits à l'importation	0	0	0	6 201 165 514
718	Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	26 246 533
719	Autres recettes fiscales	0	0	0	4 005 245 258
719 01	Reversements compensatoires	0	0	0	2 900 000 000
719 04	Amendes sur taxes indirectes	0	0	0	134 092 498
719 05	Amendes services enregistrement	0	0	0	120 968 001
719 06	Amendes et confiscations douanières	0	0	0	333 475 749
719 07	Remises douanières et intérêts Trésor	0	0	0	0
719 99	Autres recettes fiscales	0	0	0	516 709 010
	TOTAL IMPÔTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	653 000 000 000	14 326 000 000	667 326 000 000	687 830 051 344
071	TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+718+719)	876 000 000 000	14 326 000 000	890 326 000 000	917 753 307 934
072	RECETTES NON FISCALES	0	0	0	0
721	Revenu de l'entreprise et du domaine	15 900 000 000	0	15 900 000 000	7 271 585 039
721 02	Revenu du domaine de l'Etat	15 900 000 000	0	15 900 000 000	7 271 585 039
721 02 01	Revenu du domaine immobilier	1 500 000 000	0	1 500 000 000	5 155 770 685
721 02 02	Revenu du domaine forestier	900 000 000	0	900 000 000	1 471 750 285
721 02 03	Revenu du domaine maritime	11 500 000 000	0	11 500 000 000	262 082 191
721 02 04	Revenu du domaine minier	1 000 000 000	0	1 000 000 000	326 043 038
721 02 05	Revenu du domaine mobilier	1 000 000 000	0	1 000 000 000	55 938 840
722	Droits et frais administratifs	2 800 000 000	0	2 800 000 000	715 343 105
722 01	Recettes diverses des services	2 800 000 000	0	2 800 000 000	337 547 380
722 99	Autres recettes des services	0	0	0	377 795 725
723	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	0	100 000 000	114 191 545
723 01	Amendes de composition	0	0	0	3 402 160
723 02	Amendes en matière d'hygiène	0	0	0	36 856 220
723 03	Amendes en matière d'environnement	0	0	0	1 400 579
723 04	Amendes en matière de pêches	0	0	0	51 000
723 06	Amendes et pénalités sur marchés administratifs	0	0	0	234 141
723 08	Confiscations	0	0	0	406 060
723 10	Amendes services contrôle des P	0	0	0	22 342 116
723 99	Autres amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	0	100 000 000	49 499 269

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2006

RUBRI- QUES	NATURE DE LA RECETTE	LOI DE FINANCES INITIALE	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOUVRE- MENTS
724	Produits financiers	18 900 000 000	0	18 900 000 000	20 780 881 866
724 01	Dividendes	18 900 000 000	0	18 900 000 000	15 472 284 170
724 03	Intérêts de placement	0	0	0	2 237 310 087
724 04	Commissions BCEAO	0	0	0	3 070 895 609
724 99	Autres produits financiers	0	0	0	392 000
729	Autres recettes non fiscales	4 700 000 000	5 100 000 000	9 800 000 000	8 138 541 633
729 99	Autres recettes non fiscales non ventilées	4 700 000 000	0	4 700 000 000	8 138 541 633
073	Transfert reçus d'autres budgets	0	0	0	0
073 1	Subvention du budget de fonctionnement au budget d'investissement	0	0	0	0
	TOTAL RECETTES NON FISCALES (721+722+723+724)	42 400 000 000	5 100 000 000	47 500 000 000	37 020 543 153
	TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	918 400 000 000	19 426 000 000	937 826 000 000	954 773 851 092
	TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES HORS SUBVENTION	918 400 000 000	19 426 000 000	937 826 000 000	954 773 851 092
76	RECETTES EXCEPTIONNELLES	100 000 000	0	100 000 000	74 796 490 429
761	Remises et annulation de dettes (Ressources PPTE et IADM)	20 000 000	0	20 000 000	74 148 685 034
762	Restitution au Trésor des sommes indûment perçues	50 000 000	0	50 000 000	304 035 708
763	Gain de change	0	0	0	209 530 108
769	Autres recettes exceptionnelles (*)	30 000 000	0	30 000 000	134 239 579
029	Remboursements prêts rattachés	8 000 000 000	0	8 000 000 000	6 094 780 262
	TOTAL AUTRES RECETTES (74+76+29)	8 100 000 000	0	8 100 000 000	80 891 270 691
	TOTAL RECETTES INTERNES	926 500 000 000	19 426 000 000	945 926 000 000	1 035 665 121 783
	TOTAL RECETTES INTERNES HORS SUBVENTIONS	926 500 000 000	19 426 000 000	945 926 000 000	1 035 665 121 783
	TOTAL RECETTES INTERNES HORS SUBVENTIONS HORS DONS	913 900 000 000	19 426 000 000	933 326 000 000	1 004 493 952 459
	RECETTES EXTERNES	0	0	0	0
012	Dons projets et legs*	101 077 000 000	0	101 077 000 000	41 668 342 015
015	Tirages sur emprunts projets*	191 895 000 000	34 400 000 000	226 295 000 000	68 904 224 034
016	Emprunts programmes	134 000 000 000	0	134 000 000 000	0
074	DONS	12 600 000 000	0	12 600 000 000	31 171 169 324
741	Dons des institutions internationales	0	0	0	24 976 956 926
741 01	Dons Union Européenne	0	0	0	2 192 959 214
741 09	Autres dons	0	0	0	22 783 997 712
742	Dons des gouvernements étrangers	12 600 000 000	0	12 600 000 000	6 194 212 398
742 01	Dons France	0	0	0	0
742 09	Autres dons des gouvernements étrangers	12 600 000 000	0	12 600 000 000	6 194 212 398
	TOTAL RECETTES EXTERNES	439 572 000 000	34 400 000 000	473 972 000 000	141 743 735 373
	TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 366 072 000 000	53 826 000 000	1 419 898 000 000	1 177 408 857 156
	TOTAL HORS RECETTES EXTERNES ET SUBVENTIONS	926 500 000 000	19 426 000 000	945 926 000 000	1 035 665 121 783

*Recettes non assignées au Trésor, provenant des tirages sur les projets financés directement par les PTF, en relation avec les ministères concernés.

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE
ET PAR TITRE POUR L'ANNEE 2006**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERS	LOI DE FINANCES INITIALES 1	MODIFICAT. 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	TOTAL CREDITS 4 = (1+2+3)	PEC ORDONNAN- CEMENTS	CREDITS DISPONIBLES 6 = (4-5)
A. DETTE PUBLIQUE						
Dettes publiques						
Titre 1-10 Amort et charges dette publique	119 500 000 000	0	-22 000 000 000	97 500 000 000	154 154 448 558	-56 654 448 558
Total titre 1	119 500 000 000		-22 000 000 000	97 500 000 000	154 154 448 558	-56 654 448 558
B. POUVOIRS PUBLICS						
Présidence de la République						
Titre 2-21 dépens. de personnel	2 700 477 000			2 700 477 000	3 217 036 073	-516 559 073
Titre 3-21 dép. de fonctionnement	6 139 334 000	5 458 127 686	400 000 000	11 997 461 686	10 965 197 484	1 032 264 202
Titre 4-21 autres transferts courants	2 730 318 000	200 000 000		2 930 318 000	2 217 318 000	713 000 000
Total section 21	11 570 129 000	5 658 127 686	400 000 000	17 628 256 686	16 399 551 557	1 228 705 129
Assemblée nationale						
Titre 2-22 dépens. de personnel	2 887 728 000	1 678 671 000		4 566 399 000	4 580 288 428	-13 889 428
Titre 3-22 dép. de fonctionnement	4 760 500 000			4 760 500 000	4 760 500 000	0
Titre 4-22 autres transferts courants	96 800 000			96 800 000	96 800 000	0
Total section 22	7 745 028 000	1 678 671 000	0	9 423 699 000	9 437 588 428	-13 889 428
Commission Electorale nat. Autonome						
Titre 2-23 dépens. de personnel	0			0		0
Titre 3-23 dép. de fonctionnement	0	600 000 000		600 000 000	1 400 000 000	-800 000 000
Titre 4-23 autres transferts courants	800 000 000		800 000 000	1 600 000 000	2 400 000 000	-800 000 000
Total section 23	800 000 000	600 000 000	800 000 000	2 200 000 000	3 800 000 000	-1 600 000 000
Conseil de la République pour aff. Econ. et social						
Titre 2-24 dépens. de personnel	1 988 511 000			1 988 511 000	1 988 511 000	0
Titre 3-24 dép. de fonctionnement	900 000 000			900 000 000	900 000 000	0
Titre 4-24 autres transferts courants	0			0		0
Total section 24	2 888 511 000	0	0	2 888 511 000	2 888 511 000	0
Conseil constitutionnel						
Titre 2-25 dépens. de personnel	88 231 000			88 231 000	122 936 144	-34 705 144
Titre 3-25 dép. de fonctionnement	73 761 000			73 761 000	63 715 814	10 045 186
Total section 25	161 992 000	0	0	161 992 000	186 651 958	-24 659 958
Conseil d'Etat						
Titre 2-26 dépens. de personnel	209 614 000			209 614 000	163 710 411	45 903 589
Titre 3-26 dép. de fonctionnement	140 003 000			140 003 000	107 801 095	32 201 905
Total section 26	349 617 000	0	0	349 617 000	271 511 506	78 105 494
Cour de cassation						
Titre 2-27 dépens. de personnel	286 989 000	9 524 000		296 513 000	324 204 854	-27 691 854
Titre 3-27 dép. de fonctionnement	144 358 000			144 358 000	172 229 319	-27 871 319
Titre 4-27 autres transferts courants	2 100 000			2 100 000	1 500 036	599 964
Total section 27	433 447 000	9 524 000	0	442 971 000	497 934 209	-54 963 209

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE
ET PAR TITRE POUR L'ANNEE 2006**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	LOI DE FINANCES INITIALES 1	MODIFICAT. 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	TOTAL CREDITS 4 (1+2+3) 4	PEC ORDONNAN- CEMENTS 5	CREDITS DISPONIBLES 6 (4-5) 6
Cour des comptes						
Titre 2-28 dépens. de personnel	468 113 000	1 850 000		469 963 000	584 050 726	-114 087 726
Titre 3-28 dép. de fonctionnement	264 250 000			264 250 000	218 134 799	46 115 201
Total section 28	732 363 000	1 850 000	0	734 213 000	802 185 525	-67 972 525
Total Pouvoirs publics	24 681 087 000	7 948 172 686	1 200 000 000	33 829 259 686	34 283 934 183	-454 674 497
C/MOYENS DES SERVICES						
L'ACTION ADM. GÉNÉRALE						
Primature						
Titre 2-30 dépens. de personnel	667 927 000	188 300 000	715 948 000	1 572 175 000	1 320 375 577	251 799 423
Titre 3-30 dép. de fonctionnement	3 396 094 000	150 000 000	258 293 000	3 804 387 000	3 201 388 426	602 998 574
Titre 4-30 autres transferts courants	1 209 560 000	175 000 000	1 020 500 000	2 405 060 000	2 948 757 847	-543 697 847
Total section 30	5 273 581 000	513 300 000	1 994 741 000	7 781 622 000	7 470 521 650	311 100 350
Ministère affaires étrangères						
Titre 2-31 dépens. de personnel	10 483 019 000	10 500 000		10 493 519 000	11 047 161 814	-553 642 814
Titre 3-31 dép. de fonctionnement	10 657 633 000	706 088 857	300 000 000	11 663 721 857	14 214 485 717	-2 550 763 857
Titre 4-31 autres transferts courants	4 529 336 000			4 529 336 000	4 487 707 229	41 628 771
Total section 31	25 669 988 000	716 588 857	300 000 000	26 686 576 857	29 749 354 757	-3 062 777 900
Ministère des forces armées						
Titre 2-32 dépens. de personnel	42 561 284 000			42 561 284 000	53 736 949 665	-11 175 665 665
Titre 3-32 dép. de fonctionnement	14 581 728 000	25 000 000	-130 000 000	14 476 728 000	13 582 173 269	894 554 731
Titre 4-32 autres transferts courants	709 879 000	15 000 000	3 032 000 000	3 756 879 000	3 741 279 000	15 600 000
Total section 32	57 852 891 000	40 000 000	2 902 000 000	60 794 891 000	71 060 401 934	-10 265 510 934
Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales						
Titre 2-33 dépens. de personnel	19 468 756 000		278 350 000	19 747 106 000	23 268 303 610	-3 521 197 610
Titre 3-33 dép. de fonctionnement	10 794 506 000	-924 904 962	2 471 603 000	12 341 204 038	10 469 204 227	1 871 999 811
Titre 4-33 autres transferts courants	0	470 000 000	14 713 105 000	15 183 105 000	15 183 105 000	
Total section 33	30 263 262 000	-454 904 962	17 463 058 000	47 271 415 038	48 920 612 837	-1 649 197 799
Ministère de la Justice						
Titre 2-34 dépens. de personnel	9 019 602 000	55 000 000	0	9 074 602 000	10 251 535 974	-1 176 933 974
Titre 3-34 dép. de fonctionnement	4 137 372 000	75 000 000		4 212 372 000	3 821 525 457	390 846 543
Titre 4-34 autres transferts courants	710 700 000		0	710 700 000	558 956 391	151 743 609
Total section 34	13 867 674 000	130 000 000	0	13 997 674 000	14 632 017 822	-634 343 822
Min. Fonct. pub. trav. Emploi et org. professionnelle						
Titre 2-35 dépens. de personnel	666 314 000	22 000 000	688 314 000	688 314 000	2 014 346 262	-1 326 032 262
Titre 3-35 dép. de fonctionnement	673 430 000			673 430 000	603 733 805	69 696 195
Titre 4-35 autres transferts courants	60 000 000	58 000 000		118 000 000	118 000 000	0
Total section 35	1 399 744 000	80 000 000	0	1 479 744 000	2 736 080 067	-1 256 336 067

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE
ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2006**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	LOI DE FINANCES INITIALES 1	MODIFICAT. 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	TOTAL CREDITS 4 (1+2+3) 4	PEC ORDONNAN- CEMENTS 5	CREDITS DISPONIBLES 6 (4-5) 6
Ministère relations avec les Institutions						
Titre 2-36 dépens. de personnel	94 804 000		0	94 804 000	87 201 268	7 602 732
Titre 3-36 autres transferts courants	120 123 000	5 000 000	0	125 123 000	123 814 136	1 308 864
Total section 36	214 927 000	5 000 000	0	219 927 000	211 015 404	89 115 596
Min. de la Coop. internat et coop. décent.						
Titre 2-37 dépens. de personnel	192 131 000			192 131 000	52 214 138	139 916 862
Titre 3-37 dép. de fonctionnement	241 885 000			241 885 000	220 683 197	21 201 803
Total section 37	434 016 000	0	0	434 016 000	272 897 335	161 118 665
Min. des sénégalais de l'Extér.						
Titre 2-39 dépens. de personnel	123 823 000			123 823 000	11 727 010	112 095 990
Titre 3-39 dép. de fonctionnement	212 538 000	70 359 275		282 897 275	193 951 871	88 945 405
Titre 4-39 autres transferts courants	61 474 000		0	61 474 000	61 474 000	0
Total section 39	397 835 000	70 359 275	0	469 194 275	267 152 881	201 041 394
Total I Administration générale	1 353 739 180 000	1 100 343 170	22 659 799 000	1 59 134 060 170	175 320 054 687	-16 185 994 517
II. ACTION ECONOMIQUE						
Min. de l'Economie maritime et trans.marit.int.						
Titre 2-40 dépens. de personnel	1 125 290 000			1 125 290 000	928 362 213	196 927 787
Titre 3-40 dép. de fonctionnement	683 137 000			683 137 000	478 434 193	204 702 807
Titre 4-40 autres transferts courants	21 600 000			21 600 000	15 719 960	5 880 040
Total section 40	1 830 027 000	0	0	1 830 027 000	1 422 516 366	407 510 634
Min. Infrast Equip. Transports et marit.int.						
Titre 2-41 dépens. de personnel	687 697 000			687 697 000	1 023 374 198	-335 677 198
Titre 3-41 dép. de fonctionnement	360 172 000			360 172 000	330 963 463	29 208 537
Total section 41	1 047 869 000	0	0	1 047 869 000	1 354 337 661	-306 468 661
Min. de l'Agric. et de l'Hydr.						
Titre 2-42 dépens. de personnel	2 996 439 000		151 319 000	3 147 758 000	4 583 202 423	-1 435 444 423
Titre 3-42 dép. de fonctionnement	1 442 535 000		789 978 000	2 232 513 000	1 933 144 760	299 368 240
Titre 4-42 autres transferts courants	4 639 937 000		0	4 639 937 000	4 544 703 612	95 233 388
Total section 42	9 078 911 000	0	941 297 000	10 020 208 000	11 061 050 795	-1 040 842 795
Minist. Economie et Finances						
Titre 2-43 dépens. de personnel	12 560 850 000	8 000 000		12 568 859 000	15 280 572 124	-2 711 713 124
Titre 3-43 dép. de fonctionnement	6 578 440 000	21 333 572		6 599 773 572	5 157 747 301	1 442 026 271
Titre 4-43 autres transferts courants	518 076 000	200 000 000		718 076 000	600 000 000	118 076 000
Total section 43	19 657 375 000	229 333 572	0	19 886 708 572	21 038 319 425	-1 269 686 853

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ANNEE 2006

RUBRI- QUES	NATURE DE LA RECETTE	LOI DE FINANCES INITIALE	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOUVRE- MENTS
724	Produits financiers	18 900 000 000	0	18 900 000 000	20 780 881 866
724 01	Dividendes	18 900 000 000		18 900 000 000	15 472 284 170
724 03	Intérêts de placement	0		0	2 237 310 087
724 04	Commissions BCEAO	0		0	3 070 895 609
724 99	Autres produits financiers	0		0	392 000
729	Autres recettes non fiscales	4 700 000 000	5 100 000 000	9 800 000 000	8 135 516 5
729 99	Autres recettes non fiscales non ventilées	4 700 000 000	0	4 700 000 000	8 135 516 5
073	Transfert reçus d'autres budgets	0	0	0	0
073 1	Subvention du budget de fonctionnement au budget d'investissement	0	0	0	
	TOTAL RECETTES NON FISCALES (721+722+723+724)	42 400 000 000	5 100 000 000	47 500 000 000	37 028 543 158
	TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	918 400 000 000	19 426 000 000	937 826 000 000	954 773 851 092
	TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES HORS SUBVENTION	918 400 000 000	19 426 000 000	937 826 000 000	954 773 851 092
76	RECETTES EXCEPTIONNELLES	100 000 000	0	100 000 000	74 796 490 429
761	Remises et annulation de dettes (Ressources PPTe et ADM)	20 000 000	0	20 000 000	74 148 685 034
762	Restitution au Trésor de sommes indûment perçues	50 000 000	0	50 000 000	304 035 708
763	Gain de change	0	0	0	209 530 108
769	Autres recettes exceptionnelles (*)	30 000 000	0	30 000 000	134 239 579
029	Remboursements prêts rétrocédés	8 000 000 000	0	8 000 000 000	6 094 780 262
	TOTAL AUTRES RECETTES (74+76+29)	8 100 000 000	0	8 100 000 000	80 891 270 691
	TOTAL RECETTES INTERNES	926 500 000 000	19 426 000 000	945 926 000 000	1 035 665 121 783
	TOTAL RECETTES INTERNES HORS SUBVENTIONS	926 500 000 000	19 426 000 000	945 926 000 000	1 035 665 121 783
	TOTAL RECETTES INTERNES HORS SUBVENTIONS HORS DONDS	913 900 000 000	19 426 000 000	933 326 000 000	1 004 493 952 459
	RECETTES EXTERNES	0	0	0	0
012	Dons projets et legs*	101 077 000 000	0	101 077 000 000	41 668 342 015
015	Tirages sur emprunts projets*	191 895 000 000	34 400 000 000	226 295 000 000	68 904 224 034
016	Emprunts programmes	134 000 000 000	0	134 000 000 000	0
074	DONS	12 600 000 000	0	12 600 000 000	31 171 169 324
741	Dons des institutions internationales	0	0	0	24 976 956 926
741 01	Dons Union Européenne	0	0	0	2 192 959 214
741 09	Autres dons	0	0	0	22 783 997 712
742	Dons des gouvernements étrangers	12 600 000 000	0	12 600 000 000	6 194 212 398
742 01	Dons France	0	0	0	
742 09	Autres dons des gouvernements étrangers	12 600 000 000		12 600 000 000	6 194 212 398
	TOTAL RECETTES EXTERNES	439 572 000 000	34 400 000 000	473 972 000 000	141 743 735 373
	TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 366 072 000 000	53 826 000 000	1 419 898 000 000	1 177 408 857 156
	TOTAL HORS RECETTES EXTERNES ET SUBVENTIONS	926 500 000 000	19 426 000 000	945 926 000 000	1 035 665 121 783

*Recettes non assignées au Trésor, provenant des tirages sur les projets financés directement par les PTF, en relation avec les ministères concernés.

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE
ET PAR TITRE POUR L'ANNEE 2006**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES 1	MODIFICAT. 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	TOTAL CREDITS 4 = (1+2+3)	PEC ORDONNAN- CEMENTS	CREDITS DISPONIBLES 6 = (4-5)
A.DETTE PUBLIQUE						
Dettes publiques						
Titre 1-10 Amort et charges dette publique	119 500 000 000	0	-22 000 000 000	97 500 000 000	154 154 448 558	-56 654 448 558
Total titre 1	119 500 000 000		-22 000 000 000	97 500 000 000	154 154 448 558	-56 654 448 558
B.POUVOIRS PUBLICS						
Présidence de la République						
Titre 2-21 dépens.de personnel	2 700 477 000			2 700 477 000	3 217 036 073	-516 559 073
Titre 3-21 dép.de fonctionnement	6 139 334 000	5 458 127 686	400 000 000	11 997 461 686	10 965 197 484	1 032 264 202
Titre 4-21 autres transferts courants	2 730 318 000	200 000 000		2 930 318 000	2 217 318 000	713 000 000
Total section 21	11 570 129 000	5 658 127 686	400 000 000	17 628 256 686	16 399 551 557	1 228 705 129
Assemblée nationale						
Titre 2-22 dépens.de personnel	2 887 728 000	1 678 671 000		4 566 399 000	4 580 288 428	-13 889 428
Titre 3-22 dép.de fonctionnement	4 760 500 000			4 760 500 000	4 760 500 000	0
Titre 4-22 autres transferts courants	96 800 000			96 800 000	96 800 000	0
Total section 22	7 745 028 000	1 678 671 000	0	9 423 699 000	9 437 588 428	-13 889 428
Commission Electorale nat. Autonome						
Titre 2-23 dépens.de personnel	0			0		0
Titre 3-23 dép.de fonctionnement	0	600 000 000		600 000 000	1 400 000 000	-800 000 000
Titre 4-23 autres transferts courants	800 000 000		800 000 000	1 600 000 000	2 400 000 000	-800 000 000
Total section 23	800 000 000	600 000 000	800 000 000	2 200 000 000	3 800 000 000	-1 600 000 000
Conseil de la République pour aff. Econ. et social						
Titre 2-24 dépens.de personnel	1 988 511 000			1 988 511 000	1 988 511 000	0
Titre 3-24 dép.de fonctionnement	900 000 000			900 000 000	900 000 000	0
Titre 4-24 autres transferts courants	0			0		0
Total section 24	2 888 511 000	0	0	2 888 511 000	2 888 511 000	0
Conseil constitutionnel						
Titre 2-25 dépens.de personnel	88 231 000			88 231 000	122 936 144	-34 705 144
Titre 3-25 dép.de fonctionnement	73 761 000			73 761 000	63 715 814	10 045 186
Total section 25	161 992 000	0	0	161 992 000	186 651 958	-24 659 958
Conseil d'Etat						
Titre 2-26 dépens.de personnel	209 614 000			209 614 000	163 710 411	45 903 589
Titre 3-26 dép.de fonctionnement	140 003 000			140 003 000	107 801 095	32 201 905
Total section 26	349 617 000	0	0	349 617 000	271 511 506	78 105 494
Cour de cassation						
Titre 2-27 dépens.de personnel	286 989 000	9 524 000		296 513 000	324 204 854	-27 691 854
Titre 3-27 dép.de fonctionnement	144 358 000			144 358 000	172 229 319	-27 871 319
Titre 4-27 autres transferts courants	2 100 000			2 100 000	1 500 036	599 964
Total section 27	433 447 000	9 524 000	0	442 971 000	497 934 209	-54 963 209

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE
ET PAR TITRE POUR L'ANNEE 2006**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	LOI DE FINANCES INITIALES 1	MODIFICAT. 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	TOTAL CREDITS 4 (1+2+3) 4	PEC ORDONNAN- CEMENTS 5	CREDITS DISPONIBLES 6 (4-5) 6
Cour des comptes						
Titre 2-28 dépens. de personnel	468 113 000	1 850 000		469 963 000	584 050 726	-114 087 726
Titre 3-28 dép. de fonctionnement	264 250 000			264 250 000	218 134 799	45 115 201
Total section 28	732 363 000	1 850 000	0	734 213 000	802 185 525	-67 972 525
Total Pouvoirs publics	24 681 087 000	7 948 172 686	1 200 000 000	33 829 259 686	34 283 934 183	-454 674 497
C/MOYENS DES SERVICES						
L'ACTION ADM. GENERALE						
Primature						
Titre 2-30 dépens. de personnel	667 927 000	188 300 000	715 948 000	1 572 175 000	1 320 375 377	251 799 623
Titre 3-30 dép. de fonctionnement	3 396 094 000	150 000 000	258 293 000	3 804 387 000	3 201 388 426	602 998 574
Titre 4-30 autres transferts courants	1 209 560 000	175 000 000	1 020 500 000	2 405 060 000	2 948 757 847	-543 697 847
Total section 30	5 273 581 000	513 300 000	1 994 741 000	7 781 622 000	7 470 521 650	311 100 350
Ministère affaires étrangères						
Titre 2-31 dépens. de personnel	10 483 019 000	10 500 000		10 493 519 000	11 047 161 814	-553 642 814
Titre 3-31 dép. de fonctionnement	10 657 633 000	706 088 857	300 000 000	11 663 721 857	14 214 485 7174	-2 550 763 857
Titre 4-31 autres transferts courants	4 529 336 000			4 529 336 000	4 487 707 229	41 628 771
Total section 31	25 669 988 000	716 588 857	300 000 000	26 686 576 857	29 749 354 757	-3 062 777 900
Ministère des forces armées						
Titre 2-32 dépens. de personnel	42 561 284 000			42 561 284 000	53 736 949 665	-11 175 665 665
Titre 3-32 dép. de fonctionnement	14 581 728 000	25 000 000	-130 000 000	14 476 728 000	13 582 173 269	894 554 731
Titre 4-32 autres transferts courants	709 879 000	15 000 000	3 032 000 000	3 756 879 000	3 741 279 000	15 600 000
Total section 32	57 852 891 000	40 000 000	2 902 000 000	60 794 891 000	71 060 401 934	10 265 510 934
Ministère de l'Intérieur et des collectivités locales						
Titre 2-33 dépens. de personnel	19 468 756 000		278 350 000	19 747 106 000	23 268 303 610	-3 521 197 610
Titre 3-33 dép. de fonctionnement	10 794 506 000	-924 904 962	2 471 603 000	12 341 204 038	10 469 204 227	1 871 999 811
Titre 4-33 autres transferts courants	0	470 000 000	14 713 105 000	15 183 105 000	15 183 105 000	
Total section 33	30 263 262 000	-454 904 962	17 463 058 000	47 271 415 038	48 920 612 837	-1 649 197 799
Ministère de la Justice						
Titre 2-34 dépens. de personnel	9 019 602 000	55 000 000	0	9 074 602 000	10 251 535 974	-1 176 933 974
Titre 3-34 dép. de fonctionnement	4 137 372 000	75 000 000		4 212 372 000	3 821 525 457	390 846 543
Titre 4-34 autres transferts courants	710 700 000		0	710 700 000	558 956 391	151 743 609
Total section 34	13 867 674 000	130 000 000	0	13 997 674 000	14 632 017 822	-634 343 822
Min. Fonct. pub. trav. Emploi et org. professionnelle						
Titre 2-35 dépens. de personnel	666 314 000	22 000 000	688 314 000	688 314 000	2 014 346 262	-1 326 032 262
Titre 3-35 dép. de fonctionnement	673 430 000			673 430 000	603 733 805	69 696 195
Titre 4-35 autres transferts courants	60 000 000	58 000 000		118 000 000	118 000 000	0
Total section 35	1 399 744 000	80 000 000	0	1 479 744 000	2 736 080 067	-1 256 336 067

ANNEXE II a

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE
ET PAR TITRE POUR LA GESTION 2006**

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTRES	LOI DE FINANCES INITIALES 1	MODIFICAT. 2	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 3	TOTAL CREDITS 4 (1+2+3) 4	PEC ORDONNAN- CEMENTS 5	CREDITS DISPONIBLES 6 (4-5) 6
Ministère relations avec les Institutions						
Titre 2-36 dépens. de personnel	94 804 000		0	94 804 000	87 201 268	7 602 732
Titre 3-36 autres transferts courants	120 123 000	5 000 000	0	125 123 000	123 814 136	1 308 864
Total section 36	214 927 000	5 000 000	0	219 927 000	211 015 404	8 911 596
Min. de la Coop. internat et coop. décent.						
Titre 2-37 dépens. de personnel	192 131 000			192 131 000	52 214 138	139 916 862
Titre 3-37 dép. de fonctionnement	241 885 000			241 885 000	220 683 197	21 201 803
Total section 37	434 016 000	0	0	434 016 000	272 897 335	161 118 665
Min. des sénégalais de l'Extér.						
Titre 2-39 dépens. de personnel	123 823 000			123 823 000	11 727 010	112 095 990
Titre 3-39 dép. de fonctionnement	212 538 000	70 359 275		282 897 275	193 951 871	88 945 405
Titre 4-39 autres transferts courants	61 474 000		0	61 474 000	61 474 000	0
Total section 39	397 835 000	70 359 275	0	469 194 275	267 152 881	201 041 394
Total I Administration générale	1 353 373 918 000	1 100 343 170	22 659 799 000	1 599 376 807 000	1 753 205 468 7	-16 185 994 517
II L'ACTION ECONOMIQUE						
Min. de l'Economie maritime et trans.marit. int.						
Titre 2-40 dépens. de personnel	1 125 290 000			1 125 290 000	928 362 213	196 927 787
Titre 3-40 dép. de fonctionnement	683 137 000			683 137 000	478 434 193	204 702 807
Titre 4-40 autres transferts courants	21 600 000			21 600 000	15 719 960	5 880 040
Total section 40	1 830 027 000	0	0	1 830 027 000	1 422 516 366	407 510 634
Min. Infrast Equip. Transports et marit. int.						
Titre 2-41 dépens. de personnel	687 697 000			687 697 000	1 023 374 198	-335 677 198
Titre 3-41 dép. de fonctionnement	360 172 000			360 172 000	330 963 463	29 208 537
Total section 41	1 047 869 000	0	0	1 047 869 000	1 354 337 661	-306 468 661
Min. de l'Agric. et de l'Hydr.						
Titre 2-42 dépens. de personnel	2 996 439 000		151 319 000	3 147 758 000	4 583 202 423	-1 435 444 423
Titre 3-42 dép. de fonctionnement	1 442 535 000		789 978 000	2 232 513 000	1 933 144 760	299 368 240
Titre 4-42 autres transferts courants	4 639 937 000		0	4 639 937 000	4 544 703 612	95 233 388
Total section 42	9 078 911 000	0	941 297 000	10 020 208 000	11 061 050 795	-1 040 842 795
Minist. Economie et Finances						
Titre 2-43 dépens. de personnel	12 560 850 000	8 000 000		12 568 850 000	15 280 572 124	-2 711 713 124
Titre 3-43 dép. de fonctionnement	6 578 440 000	21 333 572		6 599 773 572	5 157 747 301	1 442 026 271
Titre 4-43 autres transferts courants	518 076 000	200 000 000		718 076 000	600 000 000	118 076 000
Total section 43	19 657 375 000	229 333 572	0	19 886 708 572	21 038 319 425	-1 269 686 853

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

GESTION 2006

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	BALANCE D'ENTREE	PREVISION	EXÉCUTION		SOLDE DE L'ANNEE	BALANCE DE SORTIE
			DEBIT	CREDIT		
Comptes d'affectation spéciale						
96-101 Fonds national de retraite	21 735 088 807	34 000 000 000	37 622 291 808	47 486 799 034	9 864 507 226	31 599 596 033
96-102 Frais de cont. des stes à participation publique	0	180 000 000	238 572 826	188 268 259	-50 304 567	
96-103 Caisse d'encouragement à la Pêche	0	900 000 000	521 910 957	279 314 441	-242 596 516	
96-104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	300 000 000	19 678 143	19 678 143	0	0
Sous total	21 735 088 807	35 380 000 000	38 402 453 734	47 974 059 877	-957 606 153	31 599 596 033
Comptes de Commerce						
96-201 Opération des armées à caractère industriel et commercial	14 249 519	175 000 000	16 749 300	9 984 400	-674 900	-744 619
Sous total	14 249 519	175 000 000	16 749 300	9 984 400	-674 900	-744 619
Comptes d'opérations monétaires		800 000 000	0	0	0	0
Comptes de Prêts						
96-505 Prêts à divers organismes	-1 400 000 000	1 650 000 000	0	0	0	-1 400 000 000
96-507 Prêts aux particuliers	2 600 360 469	4 000 000 000	3 781 473 381	3 869 635 092	88 161 711	2 688 522 180
Sous total	1 200 360 469	5 650 000 000	3 781 473 381	3 869 635 092	88 161 711	1 288 522 180
Comptes d'Avances						
96-602 Avances à 1 an aux établisse. publiques	-150 000 000	500 000 000	0	0	0	-150 000 000
96-605 Avance aux collectivités locales	-1 597 527 155	1 000 000 000	50 000 000	0	-50 000 000	-1 647 527 155
96-607 Avances à divers organismes	-1 594 621 499	100 000 000	0	0	0	-1 594 621 499
96-609 Avances 1 an aux particuliers	-7 010 952 428	100 000 000	7 043 239 302	6 687 741 329	-355 497 973	-7 366 450 401
Sous total	-10 353 101 082	1 700 000 000	7 093 239 302	6 687 741 329	-405 497 973	-10 758 599 655
Comptes de garantie et d'aval						
96-701 Garanties et avals	-1 686 625 220	3 500 000 000	0	0	0	-1 686 625 220
Sous total	-1 686 625 220	3 500 000 000	0	0	0	-1 686 625 220
TOTAL GÉNÉRAL	10 909 972 493	47 205 000 000	49 293 915 717	58 541 420 698	9 247 504 981	20 157 477 474

ANNEXE IV
SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR CREDITS POUR LA GESTION 2006 - DEPENSES ORDINAIRES

INTITULES	TITRE 1		TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible
A/DETTE PUBLIQUE								
Dettes publiques	-56 654 448 558							
B/POUVOIRS PUBLICS								
Présidence de la République			-516 550 073	1 032 264 202		713 000 000		
Assemblée nationale			-13 889 428					
Commission Electorale nat. Autonome					-800 000 000		-800 000 000	
Conseil de la République pour aff.éc. et soc.								
Conseil constitutionnel			-34 705 144	10 045 186				
Conseil d'Etat		45 903 589		32 201 905				
Cour de cassation			-27 691 854		-27 871 319	599 964		
Cour des comptes			-114 087 726	46 115 201				
Total Pouvoirs publics		45 903 589	-706 933 225	1 120 626 494	-827 871 319	713 599 964	-800 000 000	
C/MOYENS DES SERVICES								
I. - ACTION ADM. GENERALE								
Présidence		251 799 623		602 998 574			-543 697 847	
Ministère affaires étrangères			-553 642 814		-2 550 763 857	41 628 771		
Ministère des Forces armées			-11 175 665 665	894 554 731		15 600 000		
Ministère de l'Intérieur et collect. locales			-3 521 197 610	1 871 999 811				
Ministère de la Justice			-1 176 933 974	390 846 543		151 743 609		
Min. Fonct.publ. trav. Emploi et org. profess.			-1 326 032 262	69 696 195				
Ministère des sénégalais de l'Extérieur		112 095 990		88 945 404				
Total I Administration générale		511 415 507	-17 753 472 325	3 941 551 925	-2 550 763 857	208 972 380	-543 697 847	

ANNEXE IV
SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRES POUR LA GESTION 2006 - DEPENSES ORDINAIRES

INTITULES	TITRE 1		TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible
II. - ACTION ECONOMIQUE								
Ministère de l'Eco. maritime et trans.marit.int.		196 927 787				204 702 807		5 880 040
Ministère Infrastr. Equip. Trans.terr.et marit.int.			-335 677 198			29 208 537		
Ministère de l'agriculture et de l'Hydraul.rur.			-1 435 444 423			299 368 240		95 233 388
Ministère Economie et des Finances			-2 711 713 124			1 442 026 271		118 076 000
Ministère Industrie et artisanat			-99 902 615					350 000 000
Ministère du Commerce			-261 947 973			27 465 777		
Ministère Urbanisme et aménag. territoire			-665 110 653				-247 573 123	
Ministère de l'Energie et des mines			-387 086 608			22 006 438		2 000 000
Ministère Patrim bâti Habitat et construction		280 618 103				4 136 596		
Ministère du Tourisme et Trans aériens			-98 185 667			12 016 240		1 340 000
Total II. Action Economique		477 545 890	-5 995 068 261			2 040 930 906	-259 074 124	572 529 428
III. - ACTION CULTURELLE ET SOCIALE								
Ministère de l'Education		3 316 013 596					-1 897 252 290	-2 982 969 200
Ministère recherche scientifique		78 829 038				31 123 141		
Ministère des sports			-1 309 674 759			2 161 935 827		77 000 000
Ministère de la Culture et du patrim.histo classé			-325 990 416			39 528 005		102 831 000
Ministère Santé et Prévention médicale		2 044 450 090				1 993 318 120		254 322 044
Ministère de la Jeunesse			-548 679 677				-13 325 105	
Ministère Environnement et protect* nature			-1 100 642 366			433 720 267		-12 617 537
Ministère Solidarité nationale			-1 733 036 258				-86 225 611	
Ministère Femme Famille et Dév. social		1 184 813 697				285 190 807		420 882 009
Ministère Enseign.tech. et Formation Profess.		5 750 186 476				1 095 170 714		211 500

ANNEXE IV

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRESPOUR LA GESTION 2006 - DEPENSES ORDINAIRES

INTITULES	TITRE 1		TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	Depassement	Disponible	Depassement	Disponible	Depassement	Disponible	Depassement	Disponible
Ministère du Plan et dével.durable		321 589 000				18 748 932		
Ministère de l'Elevage		908 555 000				6 483 905		23 142 000
Ministère de l'Information		191 476 000				6 409 593		
Ministère des PME Entrep.fémin. et microfin.		188 665 000				413 736 934		340 000 000
Ministère Coll.locales et décentralisation		138 159 000			-28 498 544			
Ministère des Postes Télécommuni et NTIC		117 071 000				43 163 323		
Ministère NEPAD.intég. Eco.Afr. et Pol Bon gouv		95 558 000				20 472 723		5 000 000
Ministère Prévention Hygiène Publ Assainiss		530 978 000				29 791 438		
Ministère du Cadre de Vie et des Loisirs		159 755 000				46 467 961		
Ministère Hydraulique					-101 549 275			
Ministère de l'Artisanat					-51 642 241			-350 000 000
Ministère Rés hydro.nat. Cours d'eau, bass rel					-37 488 216			-55 000 000
Total III. Action culturelle et sociale		15 026 098 897	-5 018 023 476	6 625 261 690	-2 215 981 282	1 223 388 553	3 400 586 737	
IV. - DEPENSES COMMUNES			-5 753 423 271	1 931 144 364			-81 358 412 207	
TOTAL DES MINISTÈRES		16 015 059 994	-34 519 987 333	14 538 888 885	-5 025 819 263	2 004 890 361	-85 302 696 791	
TOTAL DES MINISTÈRES ET POUVOIRS PUBLICS		16 060 963 583	-35 226 920 558	15 659 515 379	-5 853 690 582	2 718 490 325	-86 102 696 791	
DETTE POUVOIRS PUBLICS MINISTÈRES	-55 654 448 558	16 060 963 583	-35 226 920 558	15 659 515 379	-5 853 690 582	2 718 490 325	-86 102 696 791	

NB : Les dépenses à ventiler ne sont pas prises en compte dans ce tableau ..

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

GESTION 2006

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	BALANCE D'ENTREE	PREVISION	EXECUTION		SOLDE DE L'ANNEE	BALANCE DE SORTIE
			DEBIT	CREDIT		
Comptes d'affectation spéciale						
96-101 Fonds national de retraite	21 735 088 807	34 000 000 000	37 622 291 808	47 486 799 034	9 864 507 226	31 599 596 033
96-102 Frais de cont. des stes à participation publique	0	180 000 000	238 572 826	188 268 259	-50 304 567	
96-103 Caisse d'encouragement à la Pêche	0	900 000 000	521 910 957	279 314 441	-242 596 516	
96-104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	300 000 000	19 678 143	19 678 143	0	0
Sous total	21 735 088 807	35 380 000 000	38 402 453 734	47 974 059 877	9 571 606 143	31 306 694 950
Comptes de Commerce						
96-201 Opération des armées à caractère industriel et commercial	14 249 519	175 000 000	16 749 300	9 984 400	-6 764 900	7 484 619
Sous total	14 249 519	175 000 000	16 749 300	9 984 400	-6 764 900	7 484 619
Comptes d'opérations monétaires		800 000 000	0	0	0	0
Comptes de Prêts						
96-505 Prêts à divers organismes	-1 400 000 000	1 650 000 000	0	0	0	-1 400 000 000
96-507 Prêts aux particuliers	2 600 360 469	4 000 000 000	3 781 473 381	3 869 635 092	88 161 711	2 688 522 180
Sous total	1 200 360 469	5 650 000 000	3 781 473 381	3 869 635 092	88 161 711	1 288 522 180
Comptes d'Avances						
96-602 Avances à 1 an aux établisse. publiques	-150 000 000	500 000 000	0	0	0	-150 000 000
96-605 Avance aux collectivités locales	-1 597 527 155	1 000 000 000	50 000 000	0	-50 000 000	-1 647 527 155
96-607 Avances à divers organismes	-1 594 621 499	100 000 000	0	0	0	-1 594 621 499
96-609 Avances 1 an aux particuliers	-7 010 952 428	100 000 000	7 043 239 302	6 687 741 329	-355 497 973	-7 366 450 401
Sous total	-10 353 101 082	1 700 000 000	7 093 239 302	6 687 741 329	-405 497 973	-10 758 599 055
Comptes de garantie et d'aval						
96-701 Garanties et avals	-1 686 625 220	3 500 000 000	0	0	0	-1 686 625 220
Sous total	-1 686 625 220	3 500 000 000	0	0	0	-1 686 625 220
TOTAL GÉNÉRAL	10 909 972 493	47 205 000 000	49 293 915 717	58 541 420 698	9 247 504 981	20 157 477 474

ANNEXE IV

**SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR CREDITS POUR LA GESTION 2006 - DEPENSES ORDINAIRES**

INTITULES	TITRE 1	TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
A/DETTE PUBLIQUE							
Dette publique	-56 654 448 558						
B/POUVOIRS PUBLICS							
Présidence de la République			-516 559 073	1 032 264 202		713 000 000	
Assemblée nationale			-13 889 428				
Commission Electorale nat. Autonome					-800 000 000		-800 000 000
Conseil de la République pour aff.éc. et soc.							
Conseil constitutionnel			-34 705 144	10 045 186			
Conseil d'Etat		45 903 589		32 201 905			
Cour de cassation			-27 691 854		-27 871 319	599 964	
Cour des comptes			-114 087 726	46 115 201			
Total Pouvoirs publics		45 903 589	-706 933 225	1 120 626 494	-827 871 319	713 599 964	-800 000 000
C/MOYENS DES SERVICES							
I. - ACTION ADM. GENERALE							
Primature		251 799 623		602 998 574			-543 697 847
Ministère affaires étrangères			-553 642 814		-2 550 763 857	41 628 771	
Ministère des Forces armées			-11 175 665 665	894 554 731		15 600 000	
Ministère de l'Intérieur et collect. locales			-3 521 197 610	1 871 999 811			
Ministère de la Justice			-1 176 933 974	390 846 543		151 743 609	
Min. Fonct.publ. trav. Emploi et org. profess.			-1 326 032 262	69 696 195			
Ministère des sénégalais de l'Extérieur		112 095 990		88 945 404			
Total I Administration générale		511 415 507	-17 753 472 325	3 941 551 925	-2 550 763 857	208 972 380	-543 697 847

ANNEXE IV

**SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRES POUR LA GESTION 2006 - DEPENSES ORDINAIRES**

INTITULES	TITRE 1	TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
II. - ACTION ECONOMIQUE							
Ministère de l'Eco. maritime et trans.marit.int.....		196 927 787		204 702 807		5 880 040	
Ministère Infrast. Equip.Trans.terr.et marit.int.....			-335 677 198	29 208 537			
Ministère de l'agriculture et de l'Hydraul.rur.....			-1 435 444 423	299 368 240		95 233 388	
Ministère Economie et des Finances			-2 711 713 124	1 442 026 271		118 076 000	
Ministère industrie et artisanat			-99 902 615		-247 573 123	350 000 000	
Ministère du Commerce			-261 947 973	27 465 777			
Ministère Urbanisme et aménag. territoire			-665 110 653		-11 501 001		
Ministère de l'Energie et des mines			-387 086 608	22 006 438		2 000 000	
Ministère Patrim bâti Habitat et construction		280 618 103		4 136 596			
Ministère du Tourisme et Trans aériens			-98 185 667	12 016 240		1 340 000	
Total II. Action Economique.....		477 545 890	-5 995 068 261	2 040 930 906	-259 074 124	572 529 428	
III. - ACTION CULTURELLE ET SOCIALE							
Ministère de l'Education		3 316 013 596			-1 897 252 290		-2 982 969 200
Ministère recherche scientifique		78 829 038		31 123 141			
Ministère des sports			-1 309 674 759	2 161 935 827		77 000 000	
Ministère de la Culture et du patrim.histo classé			-325 990 416	39 528 005		102 831 000	
Ministère Santé et Prévention médicale		2 044 450 090		1 993 318 120		254 322 044	
Ministère de la Jeunesse			-548 679 677		-13 325 105		
Ministère Environnement et protect* nature			-1 100 642 366	133 720 267			-12 617 537
Ministère Solidarité nationale			-1 733 036 258		-86 225 611		
Ministère Femme Famille et Dév. social		1 184 813 697		285 190 807		420 882 009	
Ministère Enseig.techn. et Formation Profess.....		5 750 186 476		1 095 170 714		211 500	

ANNEXE IV

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRES POUR LA GESTION 2006 - DEPENSES ORDINAIRES

INTITULES	TITRE 1	TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
Ministère du Plan et dével.durable		321 589 000		18 748 932			
Ministère de l'Elevage		908 555 000		6 483 905		23 142 000	
Ministère de l'Information		191 476 000		6 409 593			
Ministère des PME Entrep.fémin. et microfin.		188 665 000		413 736 934		340 000 000	
Ministère Coll.locales et décentralisation		138 159 000			-28 498 544		
Ministère des Postes Télécommuni et NTIC		117 071 000		43 163 323			
Ministère NEPAD.intég. Eco.Afr. et Pol Bon gouv		95 558 000		20 472 723		5 000 000	
Ministère Prévention Hygiène Publ Assainisst.		530 978 000		29 791 438			
Ministère du Cadre de Vie et des Loisirs		159 755 000		46 467 961			
Ministère Hydraulique					-101 549 275		
Ministère de l'Artisanat					-51 642 241		-350 000 000
Ministère Rés hydro.nat. Cours d'eau. bass ret					-37 488 216		-55 000 000
Total III. Action culturelle et sociale		15 026 098 897	-5 018 023 476	6 625 261 690	-2 215 981 282	1 223 388 553	-3 400 586 737
IV. - DEPENSES COMMUNES			-5 753 423 271	1 931 144 364			-81 358 412 207
TOTAL DES MINISTÈRES		16 015 059 994	-34 519 987 333	14 538 888 885	-5 025 819 263	2 004 890 361	-85 302 696 791
TOTAL DES MINISTÈRES ET POUVOIRS PUBLICS		16 060 963 583	-35 226 920 558	15 659 515 379	-5 853 690 582	2 718 490 325	-86 102 696 791
DETTE POUVOIRS PUBLICS MINISTÈRES	-55 654 448 558	16 060 963 583	-35 226 920 558	15 659 515 379	-5 853 690 582	2 718 490 325	-86 102 696 791

NB : Les dépenses à ventiler ne sont pas prises en compte dans ce tableau ...

ANNEXE IV

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
POUR LA GESTION 2006 - DEPENSES EN CAPITAL

En millions de CFA

Section	Titre 5		Titre 6	
	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
21	47 851,57		11 830,18	
26	34,00			
28	562,29			
30	23 578,48		2 000,00	
31	1 609,39			
32	2 110,67			
33	4 572,38		250,00	
34	1 436,54			
35	720,78		427,02	
36	27,88			
37	96,17			-350,00
40	3 064,48		500,00	
41	63 270,10		350,00	
42	52 368,44		6 000,00	
43	13 675,12		2 774,27	
44	1 351,96		141,00	
45	645,00			
46	3 916,01		2 175,00	
47	12 377,17		150,00	
48	84,73		20 987,04	
49	1 715,30			
50	29 314,58		64,02	
51	577,46			
52	712,72			
53	1 112,88		150,00	
54	16 771,14			
55	602,54		377,66	
56	13 107,47		127,10	
57	100,00		250,00	
58	8 129,88			-150,00
59	7 047,18			
60		-2 615,00		
61	1 467,19			
62	6 057,45			
63			531,33	
64	3 210,00		1 150,00	
65	23,50		100,00	
66	114,02			
67	38,11			
68	42 643,92		180,00	
70		-2 235,52		
71		-491,06		-141,00
72		-823,43		
Total	366 098,50	-6 165,02	50 514,62	-641,00
Investissement non assignés au Trésor	110 572,57			
Total général	255 525,93	-6 165,02	50 514,62	-641,00

NB : Les dépenses à ventiler ne sont pas prises en compte dans ce tableau ...

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DECRET n° 2012-283 du 17 février 2012 accordant la reconnaissance d'utilité publique à la « Fondation Total Sénégal ».

RAPPORT PRESENTATION

Dans le but de soutenir et de mener des actions de développement durable, en particulier dans les domaines de l'environnement, de l'éducation et de la culture, M. Bernard Lacaze, Administrateur Directeur général de TOTAL SENEGAL S.A. sollicite au nom et pour le compte de ladite société, la reconnaissance d'utilité publique de la fondation dénommée « Fondation Total Sénégal ».

Conformément à la loi n° 95-11 du 7 avril 1995 instituant la fondation d'utilité publique au Sénégal et son décret d'application n° 95-415 du 15 mai 1995, il est prévu les dispositions portant :

- reconnaissance d'utilité publique de la « Fondation Total Sénégal » ;
- approbation des statuts de ladite fondation ;
- désignation de l'autorité chargée de la tutelle technique de la fondation ;
- détermination de la représentation de l'Etat au sein du Conseil de fondation.

Tel est l'objet du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 95-11 du 7 avril 1995 instituant la fondation d'utilité publique au Sénégal ;

Vu le décret n° 95-415 du 15 mai 1995 portant application de la loi n° 95-11 du 7 avril 1995 instituant la fondation d'utilité publique au Sénégal ;

Vu la demande de reconnaissance d'utilité publique du 7 octobre 2011 ;

La Cour suprême entendue en sa séance du 20 décembre 2011 ;

Sur le rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances ;

DECRETE :

Article premier. - L'Etablissement dénommé « Fondation Total Sénégal » est reconnu d'utilité publique.

Art. 2. - Sont approuvés les statuts de la " Fondation Total Sénégal " annexés au présent décret.

Art. 3. - La durée de la « Fondation Total Sénégal » est indéterminée.

La fondation ne peut être dissoute que pour les causes et dans les conditions prévues par l'article 41 de la loi n° 95-11 du 7 avril 1995 instituant la fondation d'utilité publique au Sénégal et les articles 20 et 21 de son décret d'application n° 95-415 du 15 mai 1995.

Art. 4. - Le siège social de la fondation est fixé au Km 3, boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar - B.P. 355 à Dakar.

Art. 5. - La tutelle technique de la « Fondation Total Sénégal » est assurée par le Ministère chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

Art. 6. - L'Etat du Sénégal est représenté au sein du conseil de la « Fondation Total Sénégal » par un agent désigné par le Ministère chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

Art. 7. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 17 février 2012

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

FONDATION TOTAL SENEGAL STATUTS

TITRE I. - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. - La Constitution.

Il est constitué par le soussigné une fondation d'utilité publique de droit sénégalais régie par les lois et règlements en vigueur, notamment la loi n° 95-11 du 7 avril 1995 instituant la fondation d'utilité publique au Sénégal et son décret d'application n° 95-415 du 15 mai 1995 ainsi que les présents statuts.

Article 2. - La Dénomination.

La fondation est dénommée « Fondation Total Sénégal ».

Article 3. - Le Siège social.

Le siège social de la fondation est fixé au Km3, Boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar, BP 355 à Dakar.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la République du Sénégal, dans les conditions prévues par les articles 18 de la loi n° 95-11 du 7 avril 1995 instituant la fondation d'utilité publique au Sénégal et 10 du décret n° 95-451 du 15 mai 1995 portant application de ladite loi.

Article 4. - La Durée.

La durée de la fondation est indéterminée.

Article 5. - L'Objet.

La fondation a pour objet principal :

- de soutenir et de mener des actions de développement durable, en particulier dans les domaines de l'environnement, de l'éducation et de la culture et de la santé ;
- d'informer et de sensibiliser les populations sur les enjeux environnementaux ;
- d'octroyer des bourses d'études dans le cadre d'un partenariat Total-CESAG ;
- de mener des actions de soutien à l'éducation des enfants ;
- d'informer et de sensibiliser les populations sur la lutte contre le VIH SIDA et le paludisme ;
- de former, d'informer et de sensibiliser sur les dangers de la route ;
- de soutenir des enfants de la rue à travers des ONG spécialisées reconnues par l'Etat du Sénégal et sélectionnées par la fondation ;
- de mener des actions citoyennes de protection de l'environnement ;
- de participer à des actions humanitaires pour venir en aide aux populations victimes de catastrophes naturelles ;
- de soutenir la culture par le mécénat.

Article 6. - Le Fondateur.

La fondation est créée par Total Sénégal SA.

**TITRE II. - ORGANES DE LA FONDATION -
CONSEIL DE FONDATION
ET ADMINISTRATEUR GENERAL****Article 7. - Le Conseil de Fondation.**

7.1. -Le Conseil de fondation est composé de six membres au moins nommés par le fondateur parmi les personnes choisies en raison de leurs compétences particulières dans les domaines d'activité de la fondation ou pouvant contribuer à la réalisation de son objet, pour un mandat d'une durée de deux ans renouvelable.

Le renouvellement des membres du Conseil de fondation se fait par cooptation.

Les fonctions de membre du Conseil de fondation sont gratuites.

La qualité de membre du Conseil de fondation se perd :

- par décès ;
- par démission ;
- par radiation sur décision du Conseil de fondation.

Le Conseil de fondation désigne son président parmi ses membres et en dehors des représentants de l'Etat ;

Le président du Conseil de fondation veille à la bonne exécution des objectifs de la fondation ;

Les fonctions de président du Conseil de fondation sont assurées à titre gratuit.

7.2. - Le Conseil de fondation se réunit au moins deux fois par an ou, en tant que de besoin, sur convocation de son président ou sur la demande de la moitié au moins de ses membres.

7.3. - Le Conseil de fondation est l'organe suprême de la fondation.

Il est investi d'une mission générale de réalisation des objectifs de la fondation, de l'affectation à ce but des biens de la fondation et de la surveillance de la gestion du patrimoine et des ressources de la fondation.

Il est notamment chargé de :

- l'orientation générale des activités de la fondation ;
- l'adoption du manuel des procédures et du contrôle de son application ;
- la désignation des membres de la cellule de contrôle interne et de la fixation de leur rémunération ;

- la désignation de l'administrateur général et de la fixation de sa rémunération ;
- la désignation du commissaire aux comptes et la fixation de la durée de son mandat ;
- l'approbation du programme d'activités et du budget annuel de la fondation ainsi que des conventions signées pour l'exécution de ce programme ;
- l'approbation des comptes annuels de la fondation présentés par l'administrateur général et de l'affectation des résultats de l'exercice.

En outre, dans le cadre de la mission de surveillance et de contrôle qui lui incombe, le Conseil de fondation :

- exerce un contrôle permanent de la gestion assurée par l'administrateur général et lui adresse toute directive utile,
- prend connaissance des comptes annuels présentés par l'administrateur général, des rapports de la cellule de contrôle interne et du commissaire aux comptes,
- veille au respect des injonctions adressées par l'Etat dans le cadre de la tutelle administrative et technique et des observations émises par la cellule de contrôle interne et par le commissaire aux comptes.

Article 8. - L'Administrateur général

8.1. - L'administrateur général est nommé par le Conseil de fondation parmi ses membres ou en dehors d'eux, suivant les règles gouvernant les délibérations du conseil prévues à l'article 7 des présents statuts.

Il est choisi en raison de ses compétences professionnelles notamment dans le domaine de la gestion de projets ou de programmes.

L'administrateur général, qui est nécessairement une personne physique, est nommé pour une durée de trois ans renouvelable.

Il est révocable à tout moment par le Conseil de fondation.

8.2. - L'administrateur général est chargé de la gestion du patrimoine, des activités et programmes de la fondation, dans les limites et selon les modalités fixées par le manuel des procédures.

Il représente la fondation dans ses rapports avec les tiers.

Il recrute et gère le personnel de la fondation.

TITRE III. - DOTATION INITIALE - RESSOURCES - DOCUMENTS COMPTABLES - EXERCICE SOCIAL

Article 9. - La Dotation initiale.

La société Total Sénégal SA, en tant que fondateur unique, apporte à la fondation, une dotation initiale en numéraires d'un montant de 350.000.000 de francs CFA.

Ce montant est entièrement versé et affecté à la fondation à la date de signature des présents statuts.

Article 10. - Les Ressources.

Les ressources de la fondation proviennent :

- de la dotation initiale ainsi que des revenus tirés de sa gestion ;
- des revenus tirés de la gestion du patrimoine de la fondation ;
- des subventions, dons et legs provenant de toute personne physique et/ou morale, publique et /ou privée sans qu'ils puissent violer les lois et règlements en vigueur au Sénégal, ou porter atteinte à l'indépendance de la fondation ;
- de manifestations organisées par la fondation.

Article 11. - Les Documents comptables - L'exercice social.

11.1. - La fondation est dotée d'un manuel de procédures administratives comptables, approuvé par le conseil de fondation. Son application fait l'objet d'un contrôle permanent par le conseil de fondation.

Le manuel de procédures définit et fixe le cadre organisationnel de la fondation, les procédures de gestion comptables, financières et de contrôle et le statut du personnel de la fondation. Il précise les missions assignées à la cellule de contrôle.

11.2. - La fondation tient des livres de comptes ainsi que les pièces justificatives des opérations qu'elle effectue. Elle établit des comptes annuels conformément au SYSCOA, aux principes comptables généralement admis et aux usages et procédures uniformément appliquées.

TITRE IV. - ORGANES DE CONTROLE DE LA FONDATION.

Article 12. - La Cellule de Contrôle interne

12.1. - Le Conseil de fondation peut nommer, en dehors de ses membres et de l'administrateur général, une cellule de contrôle interne composée de deux membres. Les contrôleurs internes sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable. Leur rémunération est fixée par le conseil de fondation.

12.2. - La Cellule de contrôle interne contrôle la gestion de la fondation ainsi que l'exécution des orientations et des décisions du Conseil de fondation. Elle doit notamment :

- veiller au respect, par la fondation, des lois et règlements en vigueur au Sénégal ;
- veiller à la sauvegarde du patrimoine et des actifs de la fondation ;
- s'assurer du respect des objectifs fixés par le conseil de fondation ;
- veiller à la bonne exécution du manuel de procédures ;
- contrôler la gestion administrative et financière de la fondation et s'assurer de la fiabilité de ses comptes ainsi que de leur tenue conformément aux normes comptables ;
- s'assurer qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts entre la fondation et les personnes chargées de son administration, de sa gestion et de son contrôle.

L'administrateur général selon le cas peut confier des missions spécifiques à la cellule de contrôle interne qui lui rend compte.

La cellule de contrôle interne rend aussi compte de sa mission de contrôle au conseil de fondation.

A cette fin, elle soumet chaque année à l'approbation de ce dernier un rapport sur la gestion administrative et financière de la fondation.

Article 13. - Le Commissaire aux comptes

Le conseil de fondation désigne un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant, tous deux choisis parmi les membres de l'Ordre national des Experts comptables et Comptables agréés du Sénégal (ONECCA), et inscrits au tableau de l'ordre dans la section des commissaires aux comptes.

Ne peuvent être désignés commissaires aux comptes de la fondation :

- les fondateurs, les membres du Conseil de fondation, l'administrateur général et le personnel de la fondation ;
- les conjoints, parents et alliés des personnes sus indiquées jusqu'au 4ème degré inclusivement ;
- les sociétés de commissaires aux comptes dont l'un des associés se trouve dans l'une des situations visées aux deux premiers points.

Pendant les trois années qui suivent la cassation de leurs fonctions, les commissaires aux comptes ne peuvent être chargés de l'administration des fondations qu'ils ont contrôlées.

Le commissaire aux comptes est nommé pour deux exercices.

Ses fonctions prennent fin après la réunion du conseil de fondation statuant sur les comptes du deuxième exercice.

Le commissaire aux comptes est chargé de vérifier la régularité et la sincérité des comptes de la fondation ainsi que la conformité de ses actes avec le manuel de procédures et la réglementation en vigueur.

A ce titre, il peut se faire communiquer tous documents et informations qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le commissaire aux comptes présente au conseil de fondation les rapports et résultats de ses travaux.

Article 14. - Le Contrôle de l'Etat.

Les états financiers et leurs annexes, l'inventaire des éléments d'actif et de passif, le budget prévisionnel, le rapport sur la situation de la fondation et ses perspectives à court, moyen et long termes, le rapport annuel sur les comptes, le rapport de gestion de l'administrateur général, le rapport du commissaire aux comptes doivent être adressés au ministre chargé des Finances dans le délai d'un mois à compter de la réunion du Conseil de fondation ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé.

TITRE V. - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Article 15. - Le Personnel.

La fondation peut conclure des contrats de travail avec le personnel nécessaire à son fonctionnement dans les conditions prévues par les lois règlements en vigueur au Sénégal.

TITRE VI. - MODIFICATION DES STATUTS - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

Article 16. - La Modification des statuts.

Les statuts ne peuvent être modifiés que par le conseil de fondation dans les conditions prévues par les articles 18 de la loi n° 95-11 du 17 avril 1995 et 10 du décret n° 95-415 du 15 mai 1995.

Article 17. - La Dissolution.

17.1. - Le Conseil de fondation peut prononcer la dissolution de la fondation lorsque :

- le but de la fondation est réalisé ou n'est plus réalisable ;
- son fonctionnement ne peut plus être assuré.

17.2. - La dissolution peut également être prononcée par l'autorité administrative compétente pour les causes de dissolution prévues par la loi et le décret régissant la création et le fonctionnement des fondations en vigueur au Sénégal.

17.3. - La dissolution peut être prononcée par décision de justice.

Article 18. - La liquidation

18.1. - La dissolution de la fondation entraîne la liquidation de ses biens.

18.2. - lorsque la dissolution est prononcée par le conseil de fondation, celui-ci nomme, parmi ses membres ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation.

18.3. - Lorsque la dissolution est prononcée par l'autorité administrative ou par décision de justice, le ou les liquidateurs sont nommés par l'autorité administrative ou l'autorité judiciaire.

18.4. - Le statut d'établissement reconnu d'utilité publique octroyé à la fondation par décret lui est retiré lorsque la dissolution est prononcée.

Le décret qui retire à la fondation le statut d'établissement reconnu d'utilité publique désigne la fondation, l'association ou l'établissement analogue à but similaire ou connexe à qui doit revenir l'actif net résultant de la liquidation.

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Hors Classe de Dakar.

Suivant réquisition n° 286, déposée le 23 mars 2012, le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque, demeurant et domicilié à Rufisque, au Centre des Services fiscaux au lieudit route des H.L.M.,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat Sénégalais, a demandé l'immatriculation au Livre foncier de Rufisque d'un immeuble, d'une contenance superficielle de 209ha 67a 35ca, situé à Tivaouane Peulh, et borné au Nord-Est et Ouest par le Global Village Cité de la Paix, au Sud le TF 2756/R, au Sud-Est et Ouest le TF 4641/R.

Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, comme dépendant du domaine national par l'effet des dispositions de la loi 64-46 du 17 juin 1964 portant loi sur le domaine national, ainsi que le titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, à savoir :

Décret 2012-294 du 22 février 2012.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf*

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : ASSOCIATION POUR L'ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT ACTION POUR UNE PROTECTION NATURELLE DES TERROIRS « ENDA PRONAT »

Objet :

- développer des alternatives pour une économie prospère en milieu paysan par une politique de développement agro-sylvo-pastoral intégrée, équitable, saine et durable ;
- contribuer au renforcement des capacités de ses membres ;
- lutter contre la dégradation sans cesse croissante de l'environnement ;

Siège social : Villa n° 54, rue Carnot, à Dakar.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{me}. Fatimata Sy, *Présidente* ;

M. Abdou Fall, *Secrétaire général*.

M^{me} Elizabeth Ndiaye Diène, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 15.274 MINT/DAGAT/DEL/AS en date du 19 octobre 2011

Société civile professionnelle d'avocats
Ndiaye & Mbodj
47. Boulevard de la République
Immeuble SORANO - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 657/LG d'une superficie de 2000 m² situé à Ndande appartenant aux héritiers de Djibril Ndiogou Fall demeurant à Dakar né à Saint-Louis le 17 décembre 1916. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 104/LG d'une superficie de 2000 m² situé à Ndande appartenant aux héritiers de Djibril Ndiogou Fall demeurant à Dakar né à Saint-Louis le 17 décembre 1916. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 1229/LG d'une superficie de 900 m² situé à Ndande appartenant aux héritiers de Djibril Ndiogou Fall demeurant à Dakar né à Saint-Louis le 17 décembre 1916. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 1243/LG d'une superficie de 1200 m² situé à Ndande appartenant aux héritiers de Djibril Ndiogou Fall demeurant à Dakar né à Saint-Louis le 17 décembre 1916. 1-2

Etude de M^e Abdou Dialy Kane
avocat à la Cour

10, rue de Thiong B.P. 22197 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 9.866 de Grand Dakar (ex. 24.583/DG) reporté au livre foncier de Ngor Almadies sous le n° 11.524/NGA appartenant à M. Mamadou Traoré, Directeur d'auto école, né à Sédhiou en 1945 1-2

Société civile professionnelle de notaires
M^{re} Papa Ismael & Alioune Kâ
94. Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 26.903/DG des communes de Dakar et Gorée, appartenant à M. Abdoulaye Cissé 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier n° 18.377/DG devenu le titre foncier n° 725/DK appartenant à M^{me} Khar Mané 1-2

Etude de M^e Saer Lô Thiam
avocat à la Cour
1, Place de l'Indépendance, Immeubles Allumettes,
3^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du Titre foncier n° 481/SL appartenant à la Société Civile Particulière Diongomaye dite SCP DIONGOMAYE 1-2

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6599
